



## **HUBERT VEDRINE**

---

Ancien secrétaire général de l'Elysée, ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002

Jeudi 7 février 2008, 20 h 00



Club de réflexion

## **SOMMAIRE**

Introduction .....	3
Notre invité .....	3
La présidence Française de l'Union européenne (Juin-décembre 2008) .....	4
1.1 Politiques prioritaires .....	4
Le projet d'Union Méditerranéenne .....	5
1.2 Le périmètre de l'Union .....	5
1.3 L'Union méditerranéenne sera lancée par un sommet à Paris .....	5
Le Rapport au Président de la République : la France dans la mondialisation .....	6

---

## INTRODUCTION

---

Le club de réflexion **STRATEGIES FRANCAISES**, anciennement **GEOFINANCE ET STRATEGIES**, fondé en 1994, cherche à rendre la République aux citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange public.

---

## NOTRE INVITE

---

**Hubert Védrine** Hubert Védrine est né le 31 juillet 1947 à Saint Sylvain de Bellegarde, dans la Creuse. Après Sciences Po Paris et une licence d'histoire, il entre à l'E.N.A dont il sort en 1974 (promotion Simone Weil) au ministère de la Culture.

Élu député suppléant (PS) dans la première circonscription de la Nièvre en 1978, il rejoint la Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques du ministère des affaires étrangères en 1979.

En 1981, le Président François Mitterrand l'appelle à l'Elysée comme conseiller diplomatique. Il a trente quatre ans. Il devient porte-parole de l'Elysée en 1988 après la réélection de François Mitterrand, puis secrétaire général en 1991. Il le restera jusqu'en 1995.

Cette année-là, Hubert Védrine revient au Conseil d'Etat – où il a été nommé en 1986 maître des requêtes – puis rejoint le cabinet d'avocats Jeantet et Associés en 1996.

La même année, il publie un ouvrage de 800 pages sur la politique étrangère de l'ancien président : "Les mondes de François Mitterrand".

En mai 1997, Lionel Jospin le choisit et le Président Jacques Chirac le nomme ministre des affaires étrangères, fonction qu'il conservera cinq ans jusqu'au terme de la cohabitation en mai 2002.

Alors qu'il est en fonction, il publie avec Dominique Moïsi : "Les cartes de la France à l'heure de la mondialisation", en 2000

En 2003, Hubert Védrine crée une société de conseil en stratégie géopolitique "Hubert Védrine Conseil". Il travaille à ce titre avec plusieurs grandes entreprises françaises et le cabinet d'avocats Gide Loyrette Nouel est un de ses partenaires.

La même année, il publie une sélection de ses articles et discours des années 1995-2003 sous le titre : "Face à l'hyperpuissance".

Il entre au conseil d'administration de LVMH en 2004.

Hubert Védrine a présidé l'Institut François Mitterrand. Il est marié et a deux fils.

---

# LA PRESIDENCE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPEENNE (JUN-DECEMBRE 2008)

---

## 1.1 Politiques prioritaires

- "A la fin de la présidence française, a déclaré Nicolas Sarkozy au cours de sa conférence de presse, le 8 janvier, je voudrais que l'Europe ait une politique de l'immigration, une politique de la défense, une politique de l'énergie, une politique de l'environnement."
- Peut-on imaginer que six mois de présidence française permettront de doter l'Union des politiques communes qu'elle tente laborieusement de mettre en place depuis de nombreuses années ?
- En fait, l'Europe, d'une présidence à l'autre, avance, à un rythme plus ou moins soutenu, dans la définition de ses politiques communes.
- Les quatre priorités de la présidence française sont depuis longtemps sur l'agenda européen. Les Vingt-Sept n'ont pas attendu M. Sarkozy pour agir dans des domaines qui relèvent, pour une part, des Etats membres et, pour une autre part, de l'Union. C'est cette part commune que les dirigeants européens s'efforcent d'accroître en organisant une meilleure coopération entre leurs gouvernements.
- Dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, les Vingt-Sept ont adopté en 2007 un plan d'action pour renforcer la sécurité des approvisionnements et lutter contre le réchauffement climatique. Dans celui de l'immigration, ils se sont prononcés pour "une politique européenne globale". Dans celui de la défense, ils ont créé treize "groupements tactiques" et conduit plusieurs opérations hors d'Europe.
- Certes beaucoup reste à faire pour donner à ces initiatives, encore embryonnaires, l'ampleur qu'elles appellent. On attend de M. Sarkozy qu'il relance, avec le dynamisme et la détermination qu'on lui connaît, les politiques communes engagées dans ces divers secteurs, jugés aujourd'hui prioritaires par la présidence française.
- L'Etat qui exerce la présidence fixe l'ordre du jour du Conseil, mais il n'est pas maître de ses décisions.

---

## LE PROJET D'UNION MEDITERRANEENNE

---

### 1.2 Le périmètre de l'Union



### 1.3 L'Union méditerranéenne sera lancée par un sommet à Paris

- Le projet d'Union méditerranéenne du président Sarkozy a reçu, jeudi 20 décembre à Rome, l'onction des chefs de gouvernement italien et espagnol, Romano Prodi et José Luis Zapatero. Dans un "appel de Rome pour la Méditerranée", les trois dirigeants, qui se sont rencontrés au soir de la journée romaine du chef de l'Etat français, soulignent que cette Union s'intègre dans les dispositifs de coopération existant déjà entre l'Union européenne et les pays de la Méditerranée.
- Le 13 juillet 2008, est convoqué, à Paris, un sommet de l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée, suivi le lendemain, 14 juillet, d'une rencontre entre ces derniers et les dirigeants de toute l'Union européenne. La France assumera alors, depuis le 1er juillet, la présidence de l'Union pour six mois. "L'Union devrait être fondée sur le principe de la coopération et non sur celui de l'intégration", précise toutefois la déclaration, qui prend ainsi en compte les inquiétudes que les projets de M. Sarkozy avaient suscitées parmi les autres pays de l'Union européenne.
- L'architecture de cette Union méditerranéenne a fait l'objet d'un rapport adopté à l'unanimité le 18 décembre par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.
- Madrid et Berlin sont sceptiques sur le projet d'Union méditerranéenne
- La France s'efforce de rassurer ses partenaires de l'Union européenne (UE) sur l'idée d'Union méditerranéenne, lancée par Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle et précisée dans son discours de Tanger le 23 octobre. Les réticences de partenaires comme l'Allemagne, mais aussi d'un pays riverain de la Méditerranée comme l'Espagne sont manifestes.
- Bien que le périmètre de la nouvelle Union s'étende à tous les pays riverains de la Méditerranée, la mise en œuvre devrait être progressive, associant un petit nombre de pays dans un premier temps à des projets concrets (énergie, environnement, immigration...).

---

## LE RAPPORT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : LA FRANCE DANS LA MONDIALISATION

---

- La France doit elle repenser sa position face à la mondialisation ?
- Remarques préalables sur la méfiance française
- La France dans la mondialisation : une stratégie offensive
  - ✓ Préalable à une nouvelle politique dans la mondialisation : être conscients de nos atouts dans la mondialisation et les valoriser.
  - ✓ Premier volet de cette stratégie : nous adapter pour mieux tirer parti de la mondialisation.
  - ✓ Deuxième volet : ne pas hésiter à nous protéger quand il le faut
  - ✓ Troisième volet de cette stratégie, la "régulation de la mondialisation". (les enceintes, les politiques)
  - ✓ Quatrième volet : la solidarité
  - ✓ Enfin, cinquième volet, récapitulation de ce qui devrait être fait au niveau de l'Union européenne.
  
- Faut-il changer de posture dans notre politique étrangère et de défense ?
- L'option fédéraliste européenne
- L'option atlantiste/occidentaliste
- La question de l'OTAN
- La politique étrangère française repensée
  - ✓ Notre politique étrangère ne doit pas être poursuivie à l'identique.
  - ✓ Inversement nous ne devons pas brader nos acquis dans les domaines diplomatiques, militaires, juridiques et culturels ou autres sur l'autel de la "modernisation", mais au contraire les valoriser.
  - ✓ Clarifier, changer de ton, ne brader aucun de nos acquis qui sont des atouts pour demain : mais pour quel contenu pour notre politique étrangère et de défense ?
    - Sans passer en revue tous les volets de notre politique étrangère, cinq grandes questions méritent d'être évoquées dans ce rapport : notre politique européenne, nos relations avec les États-Unis et notre attitude envers les priorités de leur diplomatie, notre politique envers les pays émergents, notre politique arabe, notre politique africaine.
  
- Conclusion, en résumé : continuer à avoir notre propre politique étrangère, repensée et reformulée, forte et intelligible, est un des éléments du sursaut français dans la mondialisation. Apaiser et régulariser une relation amicale mais non dépendante avec les États-Unis, réveiller l'Europe pour qu'elle devienne un pôle de puissance, se servir constamment de nos instruments de puissance et utiliser tous nos leviers d'influence, anciens et nouveaux, pour défendre nos intérêts et propager nos idées. Anticiper, être inventifs. Au total, veiller aux intérêts des français, prévenir les clashes qui menacent entre civilisations où entre puissances, faire un monde vivable et plus équitable.















